

Lettre collective

Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne

M. Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne

M. Charles Michel, président du Conseil européen

Mme Roberta Metsola, présidente du Parlement européen

M. Alexander De Croo, président du Conseil de l'Union européenne

M. Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Mesdames, Messieurs,

Les organisations soussignées appellent l'UE à suspendre l'accord d'association UE-Israël à la lumière des violations des droits humains commises par l'État d'Israël. Ces violations constituent un non-respect des clauses des "éléments essentiels" qui stipulent que l'accord est conditionné au respect des droits humains et des principes démocratiques par les parties. Nous condamnons sans équivoque toutes les violations du droit international, en particulier le meurtre de civils, et nous demandons aux autorités compétentes d'enquêter sans délai.

La guerre qu'Israël mène actuellement contre Gaza entraîne des pertes civiles énormes, une destruction massive des infrastructures civiles et le déplacement de l'écrasante majorité de la population de Gaza. Le système de santé à Gaza s'est effondré, les hôpitaux ont été bombardés et détruits, le personnel de santé a été tué. La population de Gaza est exposée à un risque imminent de famine et de mort par maladie contagieuse. Cette situation résulte du bombardement de Gaza et du blocage par Israël de l'accès à la nourriture, à l'eau, au carburant, aux médicaments, à l'aide humanitaire et de la perturbation du système d'égouts. **Il s'agit là de violations claires et bien établies des droits humains des Palestiniens et Palestiniennes.**

Les violations des droits humains commises par le gouvernement israélien n'ont toutefois pas commencé en octobre 2023. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a conclu qu'avant cette période, de graves violations des droits humains avaient déjà été commises.

L'établissement et l'expansion de colonies illégales en Cisjordanie font partie de ces violations, entraînant notamment l'expropriation de terres privées appartenant à des populations palestiniennes, la discrimination raciale due à l'expulsion forcée de ces populations et à la démolition de leurs biens, un climat d'impunité pour les auteurs de violences commises par les colons et l'implication des forces de sécurité israéliennes dans ces actes, ainsi que des restrictions à la liberté de circulation pour les Palestiniens et Palestiniennes. En outre, Le Conseil européen s'est déclaré préoccupé par le blocus de la bande de Gaza (avant octobre 2023) et a demandé que les opérations militaires soient proportionnées et conformes au droit humanitaire international et qu'Israël assouplisse les restrictions imposées à la bande de Gaza.

L'UE considère que le respect des droits humains constitue un élément essentiel des accords d'association de l'UE avec les pays partenaires. Les dispositions de l'accord d'association UE-Israël stipulent que les parties établissent l'association "considérant l'importance que les parties attachent [...] aux principes de la Charte des Nations unies, en particulier le respect des droits humains et de la démocratie, qui constituent la base même de l'association" et l'article 2 indique que "les relations entre les parties, ainsi que toutes les dispositions de l'accord lui-même, sont fondées sur le respect des droits humains et des principes démocratiques, qui guide leur politique intérieure et internationale et constitue un élément essentiel du présent accord".

La violation des clauses dites "éléments essentiels" permet à l'UE de dénoncer ou de suspendre totalement ou partiellement les accords, conformément à l'article 60 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. L'article 82 de l'accord d'association prévoit que "chacune des parties peut dénoncer l'accord en le notifiant à l'autre partie".

Malgré ces violations bien établies des droits humains, de la législation internationale sur les droits humains et des principes démocratiques par l'État d'Israël, son économie continue de bénéficier d'un accès privilégié au marché de l'UE grâce à l'accord d'association UE-Israël. Les échanges commerciaux entre l'UE et Israël ont considérablement augmenté depuis la signature de l'accord en 2000. L'UE est le premier partenaire commercial d'Israël, représentant 28,8 % de ses échanges de marchandises en 2022.

Selon la politique officielle de l'UE décrite dans l'"approche commune de l'utilisation des clauses politiques", adoptée par le Coreper en 2009, "les violations graves des clauses relatives aux éléments essentiels peuvent entraîner la suspension totale ou partielle de l'accord-cadre global et de tous les accords liés, y compris l'accord commercial (clause de non-exécution)". Il est indéniable que le traitement des populations palestiniennes par Israël constitue au minimum une violation grave des clauses relatives aux droits humains de l'accord d'association UE-Israël. Il semblerait que tout dialogue politique et sur les droits humains que l'UE a eu avec Israël n'a pas été efficace pour prévenir les crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité.

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a estimé qu'au moins certaines des accusations de l'Afrique du Sud selon lesquelles Israël commettrait un génocide étaient plausibles. Les juges ont établi qu'il convenait d'enquêter sur les preuves présentées, d'accepter les accusations et de refuser l'appel d'Israël à rejeter le procès. Le tribunal a ordonné à Israël de prendre des mesures pour prévenir un éventuel génocide en cours, notamment en autorisant l'acheminement d'une plus grande quantité d'aide humanitaire à Gaza et en prenant des mesures à l'encontre de ceux qui émettent des déclarations génocidaires. Bien que le verdict final ne soit pas encore connu, le fait que la CIJ ait considéré les revendications de l'Afrique du Sud comme "plausibles" et qu'elle ait pris des mesures provisoires à l'encontre d'Israël devrait tirer la sonnette d'alarme dans l'UE. Quelle que soit la

décision finale de la CIJ, la décision provisoire a des implications directes pour les États tiers à la Convention sur le génocide, qui doivent utiliser tous les moyens légaux à leur disposition pour inciter Israël à s'abstenir d'actes violant la Convention sur le génocide, y compris le refus, la réduction ou la suspension de toute forme d'assistance, ou la suspension ou la révision des négociations et accords commerciaux.

Ce qui se passe actuellement à Gaza est la conséquence d'un échec politique et moral de la communauté internationale. La suspension de l'accord d'association en raison de la violation des clauses de l'accord relatives aux droits humains enverrait un message fort : l'engagement de l'UE en faveur des droits humains n'est pas qu'une simple rhétorique.

Nous vous demandons vivement de suspendre sans délai l'accord d'association UE-Israël.

Liste des signataires :

International :

ActionAid International
CADTM International
GRAIN
Oxfam

Europe :

Corporate Europe Observatory (CEO)
ECCP - European Coordination of Committees and Associations for Palestine
Ekō
European Coordination of La Via Campesina
European Trade Union Network for Justice in Palestine

Allemagne

BIP-jetzt e.V.
Deutsch-Palästinensische Gesellschaft e.V.
Flüchtlingskinder im Libanon e.V.
Israeli Committee Against House Demolitions Germany
Jewish-Palestinian Dialogue Group Munich
Palestine Solidarity Committee Stuttgart

Autriche :

Attac Autriche

Belgique :

Belgian Academics and Artists for Palestine (BA4P)
Broederlijk Delen
CNCD-11.11.11
De-Colonizer
Entraide & Fraternité
Grupo belga Solidair met Guatemala
Intal
MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien)
Solsoc
SOUTIEN BELGE OVERSEAS
Viva Salud
Eurochild

Espagne :

Aliança per l'emergència climàtica València (País Valencià)
Alternativa Antimilitarista MOC
AMAL – Asociación Madrileña de Ateos y Librepensadores
Amigos de la Tierra
Arrels – Associació Cultural i Medi Ambiental
Asamblea Antibelicista de Teruel
Asamblea Antimilitarista Madrid
Asamblea Ciudadana Gana Guadix
Asamblea Plaza de los Pueblos Madrid
Asdecoba
Asociación AcTúa por un Mundo Sostenible
Asociación Canaria de Juristas por la Paz y los Derechos Humanos – JUPADEHU (Canarian Islands)
Asociación Comunidad Palestina en Canarias
Asociación Cultural "La Moravilla"
Asociación de Amistad con el Pueblo Saharaui de Sevilla
Asociación de Juristas Afroeuropeos - Ajae
Asociación de la Comunidad Hispano-Palestina "Jerusalén"
Asociación Democracia y Salud
Asociación Feministas San Blas Canillejas
Asociación Iniciativa Cambio Personal, Justicia Global
Asociación Internacional de Juristas por Sáhara Occidental - IAJUWS
Asociación Madrileña de Enfermería Gerontológica - AMEG
Asociación Madrileña de Salud Pública (AMaSaP)
Asociación para la Defensa de la Sanidad Pública de Madrid
Asociación para la Defensa de las Pensiones Públicas de Canarias
Asociación Pueblos Vivos Cuenca
Asociación Sapiencia
Asociación Taller Educación en Valores Alternativos (CALA)
Asociación Uyamaa

Assemblea 15M Sarrià-Sant Gervasi (Catalonia)
ATTAC España
Avance Solidario
Bicicletos Viajes
Bienvenidxs Refugiadxs Huesca
Boycott, Divestment, Sanctions (BDS) Canarias
Centro Social Tiritanas Comunal
CGT - Confederación General del Trabajo
Col.lectiu Agudells (Catalonia)
Colectivo "Antifascistas Elsa Wolff"
Colectivo "Pasaje Seguro Cantabria"
Colectivo Noviolencia
Comando Violeta - Colectivo Feminista de Cuenca
Comisiones Obreras (CCOO)
Comité de Solidaridad con la Causa Árabe
Comité de Solidaridad con los Pueblos - Interpueblos Cantabria
Comité Oscar Romero
Comunidad Hispano Palestina en Sevilla
Comunidad Santo Tomás de Aquino
Confederación Intersindical
Confederación Intersindical Galega (CIG) (Galicia)
Coordinadora Estatal por la Defensa del Sistema Público de Pensiones - Córdoba
Cristianos de Base
Dones x Dones
Ecologistas en Acción
ELA (Basque Country)
Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/Herriarte
Feministas Usera
Fridays for Future Spain
Fundación Aequitas
Fundacion Atabal
Grupo Cristiano de Reflexión-Acción
Grupo de Noviolencia Elaia
Grupo de Reflexión y Formación Cristiana de Gerena (Sevilla)
Huesca con Palestina
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo - ICID
Intersindical de Trabajadoras y Trabajadores de Aragón (ISTA)
Intersindical Solidària (País Valencià)
La Comuna - Asociación de presos y represaliados por la dictadura franquista
LAB sindikatua (Basque Country)
Llegat Jaume Botey i Vallès (Catalonia)
Lurgatz Talde Feminista (Basque Country)
Madrid Solidaria con Palestina
Madrileños por el Derecho a Decidir
Médicos del Mundo
Movimiento No Violencia
Naturaca
Novact

Observatori DESC (Catalonia)
Organización Nacional para el Diálogo y la Participación - ONDA
Plataforma "Alicante por la Paz"
Plataforma Aturem la Guerra (Catalonia)
Plataforma ciudadana "Stop Mare Mortum"
Plataforma Ciudadana de Córdoba por la Defensa del Sistema Público de Pensiones
Plataforma Córdoba con Palestina
Plataforma de Sanitari@s con Palestina
Plataforma de Tenerife con Palestina
Red de Solidaridad Popular de Jinámar
Reds - Red de solidaridad para la transformación social (Catalonia)
Respeto Animal Murcia
Revista Alandar
Revista La Mar de Onuba
Revuelta Mujeres en la Iglesia
Rubí Solidari (Catalonia)
Rumbo a Gaza
Saharacciones Tenerife (Canarian Islands)
SETEM Catalunya (Catalonia)
Sindicato de Administración Pública de CGT Alicante
Sindicato de Trabajadoras y Trabajadores de la Administración de Castilla y León - STACYL
Sociedad Española de Profesorado y Plataforma de Filosofía (SEPFi)
SUDS - Associació Internacional de Solidaritat i Cooperació (Catalonia)
Women's International League for Peace and Freedom
Yayoflautas de Córdoba
ZAMBRA
Zehar-Errefuxiatuekin (Basque Country)

Finlande :

Friends of the Earth Finland

France :

ActionAid France
AITEC
Amis de la Terre France
Amis de Sabeel France
Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)
Association France Palestine Solidarité (AFPS)
Attac
AURDIP
BDS France
CADTM France
CCFD-Terre Solidaire
CGT
CJACP
Collectif Stop Mercosur

Confédération paysanne
Culture de Palestine
Fédération Artisans du Monde
Fédération internationale pour les droits humains
Foodwatch France
Ligue des droits de l'Homme
MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples)
Nature et Solidarité
Pax Christi France
Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
Solidaires
UDMF
UJFP
La Cimade
Syndicat de l'éducation nationale SNES

Grèce :

Naturefriends Greece
Greek Affiliate of IPPNW

Irlande :

Afri (Action from Ireland)
Centre for Global Education
Christian Aid Ireland
Comhlamh Trade Justice
Cork Palestine Solidarity Campaign
Financial Justice Ireland
Fracking Free Clare
Friends of the Earth Ireland
Ireland Palestine Mental Health Network
Not Here Not Anywhere
Sadaka - The Ireland Palestine Alliance
Síolta Chroí
IPSC^o
Ireland-Palestine Solidarity Campaign
Irish Congress of Trade Unions
STAND & Suas Educational Development

Irlande du Nord :

Unison NI

Italie :

NWRG

Luxembourg :

Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient

Pays-Bas :

Handel Anders! coalitie

MiGreat

Overijssel voor Palestina

PAX

Rotterdam Palestina Coalitie

Stichting Groningen-Jabalya

SOMO

Transnational Institute (TNI)

Pologne :

Polish Zero Waste Association

Portugal :

Panteras Rosa - Frente de Combate à LesBiGayTransfobia

TROCA - Plataforma por um Comércio Internacional Justo